



Thierry SANCHEZ

Expert-comptable diplômé
Commissaire aux comptes

Siège social et Bureau :

3 rue de Gascogne
32240 MONGUILHEM
Tél. : 05 62 08 78 00
Fax : 05 62 08 78 14

Bureaux Secondaires :

Le Petit Moulin Bartet
32100 CONDOM
Tél. : 05 62 28 14 22
Fax : 05 62 28 45 25

40bis, Place de la République
64410 ARZACQ-ARRAZIGUET
Tél. : 05 59 84 76 56
Fax : 05 59 84 78 58

LIGUE ENSEIGNEMENT

Association

Siège social : 36 rue des Canaris BP 20587
32022 AUCH CEDEX 9

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2025

LIGUE ENSEIGNEMENT
Association
Siège social : 36 rue des Canaris BP 20587
32022 AUCH CEDEX 9

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2025

A l'Assemblée Générale de l'association LIGUE ENSEIGNEMENT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LIGUE ENSEIGNEMENT, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent, en vertu de ces normes, sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes, relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit, dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant, exposé dans la note Règles et méthodes comptables de l'annexe des comptes annuels, concernant l'incidence de la première application du règlement ANC n°2022-06 qui expose le changement de méthodes comptables.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné dans la partie « Permanence des méthodes » du présent rapport, la note de l'annexe « Règles et méthodes comptables » expose le changement de méthode comptable survenu au cours de l'exercice relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement et de la présentation qui en est faite.

Nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédées, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans le rapport de gestion, et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels, ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires, relatives à la continuité d'exploitation, et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel, permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes, ou résulter d'erreurs, et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude, est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues, et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements, ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs, pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels, au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels, et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents, de manière à en donner une image fidèle.

Fait à MONGUILHEM, le 7 Mai 2026



THIERRY SANCHEZ
Commissaire aux Comptes

LIGUE ENSEIGNEMENT
Association
Siège social : 36 rue des Canaris BP 20587
32022 AUCH CEDEX 9

COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2025

Bilan Actif

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 990	2 990		
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.	24 972	19 474	5 498	5 176
	Autres immobilisations corporelles				
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations	854	838	16	16
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	222		222	20
	Prêts				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières	15		15	15
	TOTAL (II)	29 053	23 302	5 751	5 227
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				1 742
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	104 221	3 307	100 914	122 022
TOTAL ACTIF (I à VII)	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	143 408		143 408	83 132
	Charges constatées d'avance	2 351		2 351	2 948
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	86 023		86 023	159 985
	TOTAL (III)	336 003	3 307	332 697	369 830
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	365 056	26 609	338 447	375 057
(1) dont immobilisations financières à moins d'un an					
(2) dont créances à plus d'un an					

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	3 239	3 239
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation	60 034	60 034
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	30 737	89 004
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	(45 426)	(58 267)
	Total des fonds propres (situation nette)	48 585	94 011
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	1 242	1 575
	Provisions réglementées		
	Total des fonds propres	49 827	95 586
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	185	
	Emprunts et dettes financières divers (2)	50 000	
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	4 209	3 600
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	113 537	130 315
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	60 534	91 733
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	53 024	45 677
	Produits constatés d'avance (1)	7 132	8 145
	Total des dettes	288 621	279 471
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	338 447	375 057
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(45 425,96)	(58 266,67)
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	244 412	275 871
	(2) Dont emprunts participatifs		



Association LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT 32

Compte de Résultat 2/2

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION		(45 427)	(60 394)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie	1	11
Produits des immobilisations financières cédées			
Total des produits financiers		1	11
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		11
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières			11
RESULTAT FINANCIER		1	
RESULTAT COURANT avant impôts		(45 426)	(60 393)
	Produits exceptionnels		2 127
	Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			2 127
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 018 567	1 197 966
TOTAL DES CHARGES		1 063 993	1 256 233
EXCEDENT ou DEFICIT		(45 426)	(58 267)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		12 704	15 588
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL		12 704	15 588
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		12 704	15 588
TOTAL		12 704	15 588

Compte de Résultat 1/2

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	15 861	27 007
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	465 437	633 185
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	529 512	507 994
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	177	23 638
	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	7 580	4 005
Total des produits d'exploitation		1 018 567	1 195 828
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	487 542	646 612
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	27 173	28 802
	Salaires	405 922	405 276
	Cotisations sociales	128 919	138 198
	Dotation aux amortissements et dépréciations	2 183	8 864
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	12 254	28 471
Total des charges d'exploitation		1 063 993	1 256 222
RESULTAT D'EXPLOITATION		(45 427)	(60 394)

Etats financiers au 31/12/2025

Annexes

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **338 447 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de **1 018 567 euros** et un total charges de **1 063 993 euros**, dégageant ainsi un excédent de **-45 426 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.
Il a une durée de **12 mois**.

Objet de l'association :

La Fédération du Gers de la Ligue de l'Enseignement, ou LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT 32, est une association fondée en 1928 et qui a pour but, au service de l'idéal laïque, démocratique et républicain, de contribuer au progrès de l'éducation sous tous ses formes.

Son objet est défini comme suit :

- permettre à chacun de comprendre la société dans laquelle il vit, de s'y situer, de s'y exprimer et d'agir en citoyen afin de favoriser à tous les niveaux politiques le développement d'une vie démocratique laïque, soucieuse de justice sociale et attachée à la paix,
- développer toutes les initiatives collectives et associatives favorisant l'épanouissement le plus large des personnes par un égal accès de tous à l'éducation, à la formation, à la vie professionnelle, à la culture, à la communication, au sport, aux vacances et aux loisirs,
- de faire vivre la laïcité, principe constitutionnel et valeur universelle qui implique la reconnaissance de l'égalité de dignité de chaque être humain, par une action permanente :

1 - pour garantir la liberté de conscience, la liberté de culte, la liberté de pensée et l'organisation républicaine des pouvoirs publics assurant le pluralisme des convictions, la liberté d'expression et l'égalité en droit de tous les citoyens,

2 - pour combattre les inégalités et toutes les formes de discriminations, notamment en raison de l'origine ethnique ou nationale, de la religion ou des convictions, du sexe, de l'âge, du handicap, de l'orientation sexuelle.

Moyens mis en oeuvre par l'association

Afin de réaliser son objet social, l'association perçoit des subventions provenant de l'Etat (par le biais d'émanations nationales, régionales ou départementales), de la Région Occitanie, du Conseil Départemental, de Collectivités locales ou d'autres organismes publics.

L'association est administrée par un Conseil d'Administration de 27 membres au maximum élus pour trois ans. Le Conseil d'Administration élit pour un an, parmi ses membres, un bureau comprenant un président, un président délégué, un vice-président, un secrétaire, un secrétaire adjoint, un trésorier général, un trésorier adjoint et deux autres membres au maximum. Les membres du Conseil d'Administration sont tous bénévoles. Pour l'exercice 2025, les prestations effectuées par les membres du Conseil d'Administration ont été estimées à **12 704 euros**.

La direction opérationnelle de l'association est assurée par un directeur général salarié et d'une

Règles et Méthodes Comptables

directrice des services salariée. L'association s'appuie également sur une équipe pédagogique comprenant 11 salariés en équivalent temps plein, ainsi que sur des jeunes effectuant un service civique, à disposition de l'association.

L'ensemble du personnel oeuvre pour la réalisation des différentes missions de l'association.

Faits caractéristiques de l'exercice

Départ à la retraite de l'ancien Délégué général, Marc Scopel.

Faits significatifs intervenus postérieurement à la clôture

Néant

Règles et méthodes comptables

Référentiel comptable appliqué

Les comptes annuels ont été établis conformément aux principes et méthodes comptables généralement admis en France selon les dispositions du PCG (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Permanence des méthodes

L'application du règlement ANC 2022-06, à compter du 1er janvier 2025, a conduit à une modernisation de la présentation et du contenu des comptes annuels, sans modification substantielle de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entité.

Ce changement de réglementation comptable a entraîné :

- une évolution de la présentation du bilan et du compte de résultat, notamment en :

Règles et Méthodes Comptables

- ❖ supprimant les postes de transferts de charges (comptes 791, 796 et 797) ;
- ❖ redéfinissant strictement le périmètre du résultat exceptionnel, désormais limité aux produits et charges liés à un événement majeur et inhabituel ou à certaines écritures fiscales et comptables spécifiques ;
- des regroupements et reclassements de certains postes afin de se conformer au nouveau modèle des états financiers.

Ces modifications sont strictement des changements de présentation et n'affectent ni les méthodes d'évaluation, ni le résultat net, ni les capitaux propres de la société.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités de façon rétrospective.

Principales incidences du changement de méthodes comptables sur les principaux postes de l'exercice 2025 :

- Prise en charge des formations UNIFORMATION comptabilisées en chiffre d'affaires : 12 684 euros,
 - Indemnités d'assurance comptabilisées dans les autres produits : 6 059 euros,
 - Remboursements de la prévoyance en diminution des charges de personnel : 3 087 euros.
- Ces éléments étaient antérieurement comptabilisés en transferts de charges.

Immobilisations incorporelles

(PCG art. 833-3/1 à 833-3/3 et 833-5/4)

Ce poste comprend pour l'essentiel :

- les logiciels comptabilisés à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production,
- les fonds commerciaux acquis,
- les frais de développement qui sont immobilisés s'ils satisfont aux conditions précises d'activation.

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

Amortissement

Les fonds commerciaux et les immobilisations en cours ne sont pas amortis. La durée d'utilisation généralement retenue pour le calcul de l'amortissement, selon le mode linéaire, est :

- pour les logiciels : entre 1 et 3 ans

Règles et Méthodes Comptables

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Amortissement

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes :

- Constructions et agencements : entre 25 et 40 ans
- Installations techniques, matériel et outillage industriels : entre 5 et 7 ans
- Installations générales, agencements et aménagements : entre 5 et 7 ans
- Matériel de transport et de bureau, mobilier : entre 3 et 5 ans

Titres immobilisés

(PCG Art. 831-2/20 et 832-7)

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Règles et Méthodes Comptables

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	2 990					2 990
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 990					2 990
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	30 046		2 505		30 046	2 505
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	29 218				6 750	22 467
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	59 264		2 505		36 796	24 972	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	854					854
	Autres titres immobilisés	20		202			222
	Prêts et autres immobilisations financières	15					15
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	889		202			1 091
TOTAL		63 143		2 706		36 796	29 053

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	2 990			2 990
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 990			2 990
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	30 046		30 035	10
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	24 042		4 578	19 463
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations grevées de droits					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		54 087		34 613	19 474
TOTAL		57 077		34 613	22 464

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMEENTES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur Immobilisations { Incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	838			838
	Sur stocks et en-cours	3 484		177	3 307
	Sur comptes clients				
	Autres				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION		4 322		177	4 145
TOTAL GENERAL		4 322		177	4 145
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				177	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			15
	Autres immobilisations financières	15		
	Clients douteux ou litigieux	3 694	3 694	
	Autres créances clients	100 527	100 527	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	623	623	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	132 493	132 493	
	Groupe et associés	1 999	1 999	
	Débiteurs divers	8 292	8 292	
	Charges constatées d'avance	2 351	2 351	
TOTAL DES CREANCES		249 995	249 980	15
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	185	185		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	50 000	10 000	40 000	
	Fournisseurs et comptes rattachés	113 537	113 537		
	Personnel et comptes rattachés	27 727	27 727		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	30 390	30 390		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	2 417	2 417		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	53 024	53 024		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	7 132	7 132		
TOTAL DES DETTES		284 412	244 412	40 000	
Emprunts souscrits en cours d'exercice		50 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges à payer

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Charges à payer		48 003
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit BANQUE CHARGES A PAYER	185	185
Dettes fournisseurs et comptes rattachés FOURN FACTURES NON PARVENUES.	9 850	9 850
Dettes fiscales et sociales PERSONNEL CONGES A PAYER ORG.SOC. CH.SUR CONGES A PAYER	26 497 11 471	37 968

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			2 351
Autres achats, charges externes et autres charges		2 351	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			2 351

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			7 132
Subventions d'exploitation et autres produits d'exploitat		7 132	
Produits d'affiliations et d'adhésions			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			7 132

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Règlement ANC 2022-06					
Fonds propres sans droit de reprise	3 239				3 239
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation	60 034				60 034
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	89 004	(58 267)			30 737
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	(58 267)	58 267		45 426	(45 426)
Situation nette	94 011			45 426	48 585
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 575			333	1 242
Provisions réglementées					
TOTAL	95 586			45 759	49 827

Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	Fds dédiés clôt. N-1	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôt. N	
			Mt global	dt rbst		Mt global	dt ppts ss de
Fonds social européen FSE			40 132		40 132		
Etat national - Ligue CPO			115 098		115 098		
Etat national - FONJEP			10 661		10 661		
Etat national - ASP			16 899		16 899		
Ligue nationale - Aide projets			600		600		
Etat régional - DRAJES et FDVA			16 813		16 813		
Etat régional - autres			3 525		3 525		
Etat régional - DREETS			161 130		161 130		
Etat départemental - DDCSPP			7 625		7 625		
Etat départemental - Politique Ville			1 600		1 600		
Conseil départemental - général			55 000		55 000		
Conseil départemental - TJP			54 700		54 700		
Conseil départemental - vac.mono			10 000		10 000		
Collectivités locales			19 713		19 713		
Autres organismes			15 683		15 683		
Totalisation			529 179		529 179		

Répartition des effectifs par catégorie

		31/12/2025	Interne
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Ouvriers		
	Employés, techniciens, agents de maîtrise		9
	Cadres et Ingénieurs		2
	Autres catégories		
	TOTAL		11

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Règlement ANC 2025-01	Commissaire aux comptes 1				Commissaire aux comptes 2			
	31/12/2025	31/12/2024	%	%	31/12/2025	31/12/2024	%	%
Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes								
Honoraires afférents à la certification des comptes	3 750	3 700	100,00	100,00				
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)								
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité								
Total	3 750	3 700	100,00	100,00				
(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce								
Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers Indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité								
Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers Indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité (*)								
(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce pour les commissaires aux comptes et à l'article L.822-24 du code de commerce pour les OTI »								

Engagements financiers

31/12/2025	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés		
Autres engagements Indemnités de départ à la retraite, selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetés (PBO - IAS 19/FAS87). Les tables retenues sont celles de l'INSEE 2022-2024. Hypothèses de calcul : 100% de départ volontaire, départ à la retraite à 64 ans, turn over faible, taux d'actualisation : 3,96%, revalorisation des salaires : 1%, taux de charges sociales et fiscales : 59,14% (cadres) et 41,53% (non cadres).	48 829	
	48 829	
Total des engagements financiers (1)	48 829	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		